
5. Le débat sur les « services écologiques » et Rio+20

Ces derniers temps, on entend beaucoup parler des services écologiques en raison des pourparlers préparatoires du Sommet Rio+20 (juin 2012) qui ont lieu à l'ONU et dans les gouvernements. Le thème central de cette conférence sera « l'économie verte ».

Le terme « économie verte » apparaît souvent dans les informations sur Rio+20. Cela sonne bien, mais il est important de comprendre qu'il s'agit d'une proposition surgie dans le contexte d'une économie foncièrement capitaliste. La grave crise économique et financière à laquelle font face les principales économies capitalistes, surtout ces dernières années, les pousse à chercher de nouvelles options pour que leurs entreprises accumulent du capital, aussi bien par des activités productives que par des activités spéculatives (celles qui permettent d'obtenir des bénéfices « sans rien faire »).

Par l'intermédiaire de son programme pour l'environnement (PNUE), l'ONU joue un rôle primordial dans l'initiative sur l'économie verte, qui inclut l'étude TEEB précédemment mentionnée. Le rapport concernant cette initiative fut publié en 2011, sous le titre « Vers une économie verte ». De là est surgie l'idée d'un « Nouvel accord vert » (*New Green Deal*), adoptée par les États-Unis et par d'autres pays. L'initiative est présentée comme une alternative où tout le monde gagnerait, parce que la crise économique et la crise climatique seraient combattues en orientant les investissements vers le « capital naturel », vers des technologies censément propres, comme la biomasse, et vers le marché du carbone.

Dans ce contexte, les services écologiques et leur commercialisation sont devenus un véritable pilier de l'économie verte. D'après Silvia Ribeiro, de l'organisation ETC qui surveille et analyse ce processus, le résultat sera « *une plus forte marchandisation et privatisation de la nature et des écosystèmes, en intégrant leurs fonctions (définies comme des 'services') aux marchés financiers* » (34).

34 - Ribeiro, Silva: 'As novas fronteiras da mercantilização da natureza', Dans Le Monde Diplomatique Brésil, Année 5, N°. 53, décembre 2011.